

Comment Macron a déjoué Trump sur le Groenland



SHANKAR NARAYAN
29 JANVIER 2026



La frégate française polyvalente Bretagne navigue avec le patrouilleur néerlandais HDMS Thetis

Je n'ai jamais vraiment cherché à savoir qui a dit quoi dans l'entourage de Trump. Les mots y sont futiles, jetables et souvent délibérément trompeurs. Ce qui compte, c'est l'action – surtout quand la facilité consiste à attendre, à tergiverser ou à se retrancher derrière des procédures.

Le Groenland fut l'un de ces moments.

Sur la question du Groenland, le président français a agi en véritable chef d'État. Non pas en paroles, mais en actes. Il a fait preuve de fermeté, offrant ainsi une protection non seulement au Danemark et au Groenland, mais aussi à tous les pays exposés le long du flanc arctique, y compris le Canada. Une erreur au Groenland a des répercussions importantes. Si l'on se trompe sur ce point, le prochain point de tension apparaîtra ailleurs, dans des conditions encore plus critiques.

Les répercussions d'une situation défavorable au Groenland seraient catastrophiques.

Macron mérite tous les éloges pour cela. Le Premier ministre du Groenland l'a exprimé plus clairement que n'importe quel analyste :

« Vous nous avez soutenus sans hésiter dans la situation extrêmement difficile que nous traversons. À vous et au peuple français, je tiens à exprimer ma gratitude. »

Le Groenland n'oubliera pas cela. — Jens-Frederik Nielsen

Il a raison. Le Groenland ne l'oubliera pas — et personne ne devrait l'oublier non plus, surtout quand on voit comment fonctionne réellement le pouvoir.

Ce qui est le plus révélateur, c'est ce que Macron *n'a pas* fait. Pas de prise de parole en public, pas de tâtonnement, pas de « on verra bien ». Il a laissé parler ses actes. C'était le signal. Et il était on ne peut plus clair.

En substance, Macron disait à la foule du Pentagone : ***essayez-moi si vous voulez*** .

À partir de là, l'ordre des événements comptait.

Le 6 janvier, aux côtés de six autres dirigeants européens, Macron a signé la déclaration commune engageant les États-Unis en faveur de la sécurité arctique. Ce n'était que le début. La véritable action a suivi : la décision collective des six nations d'envoyer un contingent limité, mais ciblé, de personnel au Groenland.

Le Danemark a rapidement suivi.

Le 8 janvier, son ministère de la Défense annonçait qu'en cas d'invasion, il « tirerait d'abord et poserait des questions ensuite ». Cette déclaration n'était pas destinée à

Moscou, mais à Washington. Et je ne crois pas un instant que Copenhague n'ait pas validé cette position au préalable. Elle s'inscrit parfaitement dans le cadre des règles d'engagement, certes, mais en termes de communication, c'était un tournant majeur. À mon avis : Macron a donné son feu vert.

Le 16 janvier, des éléments des Chasseurs Alpines, unité d'infanterie de montagne d'élite de l'armée française, sont arrivés au Commandement interarmées de l'Arctique à Nuuk. Une unité spécialement conçue pour le froid, l'altitude et l'endurance.



Chasseurs Alpines

Le même jour, deux F-35 danois ont mené une mission d'entraînement au large de la côte est du Groenland, près de Kulusuk, avec le soutien d'un Airbus A330 ravitailleur multirôle de l'Armée de l'Air française. Une fois de plus, les détails comptent. Le Danemark n'agissait pas seul, et la France n'en prenait pas publiquement l'initiative. Il s'agissait d'une intégration discrète, suffisamment visible pour être remarquée, et sans ambiguïté pour quiconque y prêtait attention.

À ce stade, le message était déjà clair : il ne s'agissait pas d'un geste politique, mais d'une présence opérationnelle à plusieurs niveaux.

C'est pourquoi les mises en scène de Trump à Davos n'ont rien changé.

Le 24 janvier 2026, la frégate française polyvalente *Bretagne* a été aperçue naviguant aux côtés du patrouilleur danois *HDMS Thetis*. L'opération Arctic Endurance se poursuivait sans interruption. Sans recalibrage. Sans « réinitialisation » pour correspondre à un cycle de parole.

La France n'était pas intéressée par le revirement de Trump, car elle observait ce problème se développer depuis plus d'un an.

Ce contexte est important. Le 11 mai 2025, des informations ont fait surface selon lesquelles l'administration Trump avait discrètement intensifié ses activités de renseignement au Groenland. Un mois auparavant, la France et le Danemark avaient signé un accord de partenariat stratégique réaffirmant explicitement le soutien français à l'intégrité territoriale danoise, autrement dit, la protection contre une éventuelle invasion.

**STRATEGIC PARTNERSHIP
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC
AND
THE GOVERNMENT OF DENMARK
ON
ENHANCED BILATERAL COOPERATION**

[Lien](#)

Coïncidence ? Non.

Ces mouvements étaient manifestement liés et n'étaient pas des réactions.

Trump rôde autour du Groenland depuis des années. Le rythme s'est accéléré après la visite de J.D. Vance sur l'île en mars de l'année dernière. Quelques jours plus tard, le 10 ou le 11 avril 2025, la colonelle Susannah Meyers était relevée de ses fonctions de commandante de la base spatiale Pituffik au Groenland. Mais ce schéma ne date pas d'hier. C'est pourquoi le revirement de Trump ne peut être interprété comme de la retenue. Il s'apparente davantage à de la tromperie, car, en y regardant de plus près, une trajectoire claire et s'étalant sur une année entière se dessine sous le brouhaha ambiant.

C'est là que beaucoup d'analystes se trompent. Ils voient le renversement de situation annoncé et crient victoire. Ce serait une grave erreur stratégique.

Ce qui s'est réellement passé est plus intéressant. La France a délibérément cherché à protéger le Groenland et le Danemark. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas et la Suède ont adapté leur dispositif pour assurer la couverture de cette opération. Il ne s'agissait pas d'hésitation, mais de coordination.

C'est cette déférence qui a permis à la France d'avancer sans être isolée.

Et Macron n'a pas hésité.

Il est peu probable que l'administration Trump aborde ouvertement cette question à court terme. Il faut s'attendre à ce qu'elle se fasse discrète, revoie sa stratégie et passe d'une pression directe à un levier transactionnel : présence accrue, coopération en matière de renseignement, droits miniers et accès commercial présenté comme un « partenariat ». Le discours s'adoucira, mais les objectifs resteront les mêmes.

C'est ainsi que commence la pénétration lente.

That doesn't mean Greenland or Denmark should slam the door shut. Outright denial creates its own risks — political, economic, and diplomatic. But agreement without balance is worse. It creates dependency, and dependency is where coercion actually lives.

The old recommendation still holds.

- Do not deny American proposals outright.

- Engage. Negotiate. Balance.
- Don't bend. Don't break.
- Don't deny. Don't agree.

Move only when balance is achievable. Stall when it isn't. And above all, avoid locking anything in that can't be unwound.

This is where Operation Arctic Endurance becomes decisive.

As long as it continues — visibly, quietly, without an end date — Washington's leverage remains constrained. Time stops working in its favor. Every month that passes under a stable European security posture reduces the credibility of coercion and raises the cost of escalation.

That's the real achievement here.